



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES DES PAYS NORDIQUES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE STOCKHOLM

N° 24 – 4 mars 2022



Pays nordiques

COVID-19	France	Suède	Danemark	Norvège	Finlande	Islande
Contaminations						
Nombre de contaminations	23 018 397	2 451 464	2 803 857	1 257 066	664 588	135 747
Taux de contamination (pour 100 000 hab.)	34 132	23 619	48 011	23 317	12 010	36 818
Nouvelles contaminations en 15 jours	1 140 842	37 001	448 508	188 383	71 823	49 767
Nouvelles contaminations en 15 jours pour 100 000 hab.	1 692	356	7 680	3 494	1 298	13 498
Décès						
Nombre de décès	138 762	17 355	4 687	1 664	2 384	65
Taux de décès (pour 100 000 hab.)	206	167	80	31	43	18
Nouveaux décès en 15 jours	3 183	674	1 015	116	142	11
Nouveaux décès en 15 jours pour 100 000 hab.	4,7	6,5	17,4	2,2	2,6	3,0
Vaccination						
Part de la population totale ayant reçu au moins 1 dose de vaccin	80%	75%	83%	80%	81%	84%
Part de la population totale ayant reçu au moins 2 doses de vaccin	79%	73%	81%	75%	76%	79%
Part de la population totale ayant reçu une 3^{ème} dose	58%	48%	62%	53%	50%	55%

Chiffres du 2 mars 2022 – Sources : Agences nationales de Santé.

Danemark

Les échanges de biens entre la France et le Danemark au plus haut en dix ans. Le montant du commerce bilatéral entre les deux pays a atteint 6,6 Mds€ en 2021, une progression de 14% par rapport à l'année précédente (5,8 Mds€). La hausse des exportations vers le Danemark (+19%, à 3,5 Mds€), de loin supérieure à celle des importations (+9%, à 3,1 Mds€), permet à la France d'enregistrer un excédent record (393 M€), soit plus de deux fois supérieur à la précédente performance de 2017 (173 M€). Si l'Hexagone conserve son rang de 9^{ème} partenaire commercial du Royaume, les parts de marché du Danemark en France demeurent toutefois particulièrement faibles (0,5%).

Le PIB danois enregistre sa plus forte croissance en 27 ans. Selon les derniers chiffres publiés fin février par l'Institut danois des statistiques (*Danmarks Statistik*), l'économie nationale a progressé de 4,1% en 2021, un record depuis l'année 1994 (+5,3%). Si cette hausse est avant tout le résultat d'un effet de rattrapage post-pandémie, elle atteste du dynamisme du tissu productif danois, en particulier dans les secteurs de l'industrie pharmaceutique et des services de santé. Le ministre des Finances Nicolai Wammen s'est félicité de ces bons résultats, appelant toutefois à faire preuve de tempérance. La tendance pourrait en effet être rapidement freinée par les pénuries de matières premières et de main d'œuvre, la hausse des prix de l'énergie ainsi que les nouvelles incertitudes induites par l'agression russe contre l'Ukraine. Le taux de croissance du PIB danois est attendu aux alentours de 3% en 2022.

Résultats en nette hausse pour l'industrie danoise. Le secteur a réalisé un chiffre d'affaires total de 906 Mds DKK (121 Mds€) en 2021, en progression de 75 Mds DKK (10 Mds€) par rapport à 2020, porté par la forte croissance des principaux marchés d'exportation. Les ventes ont augmenté dans l'ensemble des branches, à l'image de l'industrie pharmaceutique (+11%) ou de la construction mécanique (+6%). Pour Kristian Skriver, chef économiste de la Chambre de commerce danoise (*Dansk Erhverv*), ces bons résultats témoignent du fait que « le secteur industriel s'est désormais totalement remis de la crise du coronavirus ».

2021, année record pour le marché immobilier danois. 102 111 logements ont été vendus dans le pays l'an passé, un pic historique depuis 1992, date du début de l'enregistrement des transactions. La croissance a été principalement tirée par les maisons individuelles (65 414 achats), les appartements (22 488) et les résidences secondaires (14 209), contribuant à une forte augmentation des prix moyens du mètre carré (+10,9%, +10,5% et +15,9% respectivement). L'activité immobilière devrait toutefois ralentir dès 2022, d'après les anticipations de Brian Friis Helmer, économiste en chef chez Arbejdernes Landsbank, la hausse des taux d'intérêts ayant significativement renchéri le coût des investissements résidentiels.

La clientèle des petites banques danoises en forte croissance, d'après les derniers chiffres publiés par l'Association des institutions financières locales (*Lokale Pengeinstitutter*). Au total, les 47 établissements du réseau ont enregistré un gain net de 50 000 clients de détail et de 13 000 clients commerciaux sur l'année 2021, portant à 300 000 le nombre de nouvelles ouvertures de compte réalisées au cours des cinq dernières années. Pour le média Børsen, cette tendance est la conséquence logique du mouvement de fermeture des succursales locales opéré depuis plusieurs années par les principales banques nationales, ayant conduit de nombreux Danois à se tourner vers les petits établissements restant présents dans leur région. « L'accessibilité est un facteur particulièrement important pour les clients, la proximité et la compréhension des conditions locales signifient beaucoup pour eux », note Fleming Jul Jensen, PDG de Møns Bank. Cette évolution positive ne devrait toutefois pas nécessairement se traduire par une croissance correspondante de l'activité bancaire, de nombreux Danois ayant réduit leur dette et constitué un dépôt important, sur lequel les banques gagnent globalement peu d'argent.

Forte réaction des fonds de pension danois à l'agression russe sur l'Ukraine. Conséquence de l'agression de la Russie contre l'Ukraine, plusieurs établissements ont annoncé la suspension ou la cession de leurs investissements dans des actifs russes. Parmi eux, le fonds AkademikerPension (23 Mds\$) a indiqué geler pour une période de six mois ses participations dans les obligations d'État et les entreprises détenues à plus de 50% par l'État ; ce sont à terme près de 373 M DKK (50 M€)

d'actifs qui pourraient être exclus de son portefeuille. La décision a été rapidement suivie par celle de PensionDanmark, qui a cédé 407 M DKK (55 M€) d'obligations d'État, et par la société de prévoyance P+, qui

détenait à la mi-janvier 260 M DKK (35 M€) de titres russes. L'agence de crédit export danoise EKF a pour sa part annoncé le 24 février suspendre les nouvelles garanties et prêts sur les échanges avec la Russie.

Finlande

Les cours d'actions de sociétés ayant des liens avec la Russie chutent fortement à la bourse d'Helsinki. Entre le 21 février dernier et le 1^{er} mars, le cours de l'action de plusieurs grandes entreprises finlandaises ayant des filiales et des activités de production en Russie comme Fortum, Nokian Tyres, Huhtamäki ou UPM, ou dont les activités nécessitent l'accès ou le survol du territoire russe comme le transporteur Nurminen Logistics ou la compagnie aérienne d'Etat Finnair, ont vu le cours de leurs actions à la bourse d'Helsinki baisser fortement : Nokian Tyres (-38,4%), Finnair (-34,5%), Fortum (-21,9%), Nurminen Logistics (-21,5%), Huhtamäki (-10,1%), UPM (-9,4%). L'action de l'énergéticien Fortum, détenu à 50,76% par l'Etat finlandais, avait commencé à chuter dès la fin d'année dernière. Fin 2021, l'action coûtait près de 28 euros, début mars moins de 19 euros.

Le projet de centrale nucléaire à Pyhäjoki mené par un consortium finno-russe en suspens. Le Ministre de l'Economie finlandais, Mikka Lintilä, a annoncé que suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le gouvernement ne serait pas en mesure de délivrer un permis de construire au consortium finno-russe Fennovoima (dont le russe Rosatom détient un tiers des parts), en charge de la construction de la centrale. Alors que le réacteur de la centrale doit notamment être construit en Ukraine, en l'état actuel, le projet est en suspens.

Le gouvernement finlandais prend des mesures de soutien envers les automobilistes face à la hausse des prix de l'énergie. Alors qu'il n'avait pas encore pris de mesures compensatoires pour pallier la hausse des prix de l'énergie, le gouvernement finlandais a annoncé à la mi-février deux mesures fiscales visant les personnes qui font la navette ou utilisent leur propre voiture pour le travail. La première mesure concerne l'augmentation temporaire des exonérations fiscales pour les déplacements domicile-travail de 7 000€ à

8 400€ pour l'année 2022. La deuxième mesure concerne l'augmentation temporaire de l'indemnité kilométrique de 25 centimes à 30 centimes pour l'année 2022 (utilisation d'un véhicule personnel pour des déplacements professionnels). Selon le gouvernement, ces deux mesures affecteront la fiscalité d'environ 570 000 contribuables, et pourraient réduire les recettes fiscales d'environ 142 M€. Pour information, à la fin février, le prix de l'essence a atteint 2,25 €/litre dans certaines stations-services finlandaises.

Les conséquences de la guerre sur l'immigration saisonnière ukrainienne en Finlande. Chaque année, quelque milliers de travailleurs saisonniers ukrainiens viennent en Finlande, pour participer aux récoltes agricoles et aux activités forestières. Le conflit en Ukraine, auquel s'ajoutent les contraintes sanitaires et exigences vaccinales à l'entrée sur le territoire finlandais, pourrait avoir un impact non-négligeable sur le nombre de travailleurs saisonniers ukrainiens cette année, selon le Ministère de l'Agriculture et des Forêts. Toutefois, la demande de travail saisonnier semble pour l'instant similaire aux années précédentes, et selon l'Office de l'immigration finlandais, 2 000 certificats de travail saisonniers auraient déjà été délivrés à des citoyens ukrainiens. En outre, en matière d'asile, l'Office souligne également qu'à la fin février, seule une vingtaine de demandes avaient été déposées par des Ukrainiens (depuis le 4 mars, et l'activation par l'UE du mécanisme de protection temporaire, les Ukrainiens peuvent désormais obtenir un droit de résidence d'au moins un an reconductible jusqu'à trois ans sans faire de demande d'asile). Les centres d'accueil finlandais peuvent accueillir actuellement environ 3 500 personnes, avec 130 lits supplémentaires réservés aux mineurs, et environ 1 300 de ces lits sont disponibles immédiatement.

Islande

Hausse continue de l'inflation. Le taux d'inflation annuel a désormais atteint 6,2 % en glissement annuel en février (contre 5,7% en janvier), selon les nouvelles données de Hagstofa Íslands (*Statistics Iceland*).

Croissance du PIB à 4,3% en 2021. Le PIB a augmenté de 4,3 % l'an dernier, contre une baisse de 7,1 % en 2020. Le PIB de l'année dernière était encore inférieur de près de 3 points à celui de 2019. Cette hausse s'explique par de plus fortes dépenses de consommation des ménages et de l'administration publique.

Chute de l'indice boursier général. La capitalisation boursière des sociétés cotées a chuté de plus de 800 M\$ en quatre mois. L'indice OMX Islande, qui suit les cours des actions des dix sociétés avec le plus de liquidités à la Bourse islandaise, a chuté de 12,2 % depuis le début du mois de novembre 2021.

Vers une privatisation partielle de Landsvirkjun ? Guðrún Hafsteinsdóttir, président de la

commission des affaires économiques et du commerce de l'Althing, affirme qu'il est possible que la rentabilité accrue de Landsvirkjun conduise à une vente de 30-40% des parts de l'entreprise publique, leader dans le secteur de l'énergie en Islande. A l'opposé, Daði Már Kristófersson, professeur d'économie de l'environnement et des ressources et vice-président du Parti libéral réformiste, affirme que l'énergie doit rester la propriété de la nation, peu importe la rentabilité. Le débat à l'Althing ne semble pas d'actualité.

Proposition de loi pour une meilleure répartition des quotas de pêche. Svandís Svavarsdóttir, ministre de l'Alimentation, de la Pêche et de l'Agriculture a demandé à la Direction de la pêche de renforcer son contrôle de la concentration des quotas de pêche. Elle a également déposé un projet de loi modifiant diverses lois, qui propose des modifications dans le domaine de la gestion des pêches visant à renforcer la tutelle de la Direction des pêches.

Norvège

Forte mobilisation de la Norvège face à l'agression de la Russie contre l'Ukraine. Le gouvernement norvégien a annoncé le 27 février que le fonds souverain du pays allait progressivement se désengager totalement de Russie, où il disposait de 2,5 Mds€ en actions et obligations fin 2021. De même, le géant norvégien de l'énergie Equinor a annoncé le lendemain cesser ses investissements en Russie et se désengager de ses joint-ventures dans ce pays. Faute d'acheteurs et en raison des problèmes techniques liés à l'exclusion de la Russie du système SWIFT de banques russes, le Fonds souverain norvégien et Equinor pourraient rencontrer des difficultés à revendre leurs actions dans des groupes russes comme ils s'y

sont engagés le 28 février, estiment les observateurs de la vie économique. La ministre du Pétrole et de l'Énergie Marte Mjøs Persen a également annoncé le 2 mars l'exclusion de Rosneft et Lukoil du plateau continental norvégien. Ces deux compagnies y effectuaient uniquement de la prospection, et bénéficient à ce titre d'aides financières de l'État norvégien lorsque les recherches sont infructueuses (1,5 Mds NOK entre 2012 et 2020). L'organisation des pêcheurs Fiskebåt déconseille en outre à ses membres toute incursion dans les eaux russes jusqu'à nouvel ordre. La Russie a également fermé son espace aérien à la Norvège.

Réaction de la Norvège à la publication du rapport du GIEC.

La publication du nouveau rapport du GIEC a fait l'objet d'une large couverture médiatique en Norvège. Les conclusions « existentielles » de ce rapport doivent susciter des réactions rapides, s'alarme le ministre du Climat et de l'Environnement, M. Espen Barth Eide. Selon lui, la planète n'a que quelques années, l'équivalent de deux législatures norvégiennes, pour inverser la tendance. La crise climatique est déjà perceptible en Norvège, et pourrait se manifester encore davantage à l'avenir sous forme d'épisodes météorologiques hors normes, de problèmes agricoles, de destructions, voire de crise migratoire, estime le gouvernement dans un communiqué.

Appel des PDG de cinq grands groupes norvégiens en faveur d'une nouvelle politique industrielle et énergétique.

Dans une tribune commune, les dirigeants de cinq grands groupes industriels norvégiens (Statskraft, Hydro, Equinor, Aker et Kongsberg) ont appelé le gouvernement à engager au plus vite une nouvelle politique énergétique pour les décennies à venir, sur le modèle de l'aventure pétrolière lancée dans les années 1970. Selon eux, l'éolien offshore a le potentiel suffisant pour enclencher une forte dynamique, et sera nécessaire pour alimenter entreprises et ménages en

énergie renouvelable. Ces industriels invitent l'Etat à s'engager encore davantage en faveur de ces nouvelles solutions.

Partenariat stratégique entre l'UE et la Norvège dans le cadre du Green deal européen.

A Bruxelles, le Premier ministre Jonas Gahr Støre a plaidé le 22 février en faveur d'un partenariat stratégique entre l'UE et la Norvège dans le cadre du Green deal européen, permettant de mobiliser les ressources et les compétences du pays. D'après lui, le slogan « No green deal without Norway » aurait été bien accueilli par ses interlocuteurs du collège des Commissaires. Plusieurs domaines ont déjà été identifiés par l'exécutif : hydrogène, acier et aluminium zéro carbone, la capture et le stockage de carbone (CCS) et l'économie circulaire. S'agissant des batteries, la Norvège aimerait pouvoir échapper à la taxe de 10% imposée aux fabricants des pays tiers dans le cadre de l'accord sur le Brexit. Pour le ministre du Climat et de l'Environnement, M. Espen Barth Eide, ce partenariat stratégique entre l'UE et la Norvège dans le cadre du Green deal européen permettrait de créer un quatrième pilier dans la relation entre Oslo et Bruxelles, aux côtés de l'accord EEE, de l'accord relatif à la participation au marché des quotas de CO₂ et de l'accord relatif aux secteurs non soumis aux quotas.

Suède

Renforcement de l'aide humanitaire, économique et militaire à destination de l'Ukraine.

Cette semaine, le gouvernement suédois a annoncé trois principales mesures de soutien à l'Ukraine, approuvées par le Parlement : (i) une contribution à hauteur de 500 M SEK (47 M€) au fonds créé par la Banque nationale d'Ukraine en soutien aux forces armées ; (ii) une aide humanitaire de 500 M SEK (47 M€), en plus des 120 M SEK (11M€) octroyés la semaine dernière ; (iii) la fourniture de matériels militaires de défense équivalents à un montant total de 400 M SEK (38 M€), soit 5 000 lance-roquettes antichars, 5 000 casques, 5 000 boucliers et 135 000 rations alimentaires. C'est la première fois, depuis l'entrée en guerre de la Finlande contre la Russie en 1939, que la Suède fournit une aide de nature militaire à un autre pays.

EKN cesse d'accorder des garanties export pour la Russie, la Biélorussie et l'Ukraine.

La mesure a été annoncée le 24 février par l'agence de crédit à l'exportation à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

La croissance de l'économie a atteint 4,8% en 2021.

La hausse de la croissance suédoise au T4 2021 a été de 5,2% par rapport à la même période en 2020 et de 1,1% par rapport au T3 2021. La croissance du PIB pour 2021 a ainsi atteint 4,8%.

Plan national de relance et de résilience de 33 Mds SEK (3,3 Mds€).

Le 24 février, le gouvernement s'est accordé sur un amendement à la hausse de 2 Mds SEK (189 M€) du plan national de relance et de résilience suédois

présenté en juillet 2021. Cet amendement a été approuvé par la Commission européenne. Pour rappel, l'UE exige notamment qu'au moins 40 % des fonds soient consacrés aux mesures climatiques et au moins 20 % à la numérisation.

Les fonds de réserve de retraite suédois ont réalisé une année remarquable. Les quatre fonds de réserve de retraite suédois (AP1, AP2, AP3 et AP4) affichent une hausse moyenne de leurs rendements respectifs de 19,3% en 2021, ce qui porte le rendement moyen à 10,5% au cours de 5 dernières années et même à 10,7% sur les 10 dernières années. Au 31 décembre 2021, les quatre fonds avaient 1 937 Mds de SEK (191 Mds€) sous gestion, soit l'équivalent du 36% du PIB.

Développement de la monnaie numérique. Après quatre années ans de développement, la Banque centrale (*Riksbank*) entame une nouvelle phase de tests pour sa « e-krona ». Pour l'instant, la décision d'en émettre une n'est pas à l'ordre du jour, mais, lors des tests techniques qui viennent de prendre fin, la Banque centrale a examiné des questions telles que la fonctionnalité hors ligne, les performances et l'intégration de participants externes, comme une banque, dans le réseau e-krona. Les conclusions de cette étape seront rendues publiques au printemps et seront déterminantes pour la poursuite des travaux.

La Fintech suédoise Klarna se développe rapidement en France. Ce spécialiste du paiement en ligne (affacturation et paiement différé) propose ses services en France depuis l'été 2021. Seulement huit mois après son implantation sur l'hexagone, Klarna dispose de partenariats avec pas moins de 2 200 enseignes ce qui lui permet, en théorie, de proposer ses modes de paiement échelonnés à 1,3 M de Français.

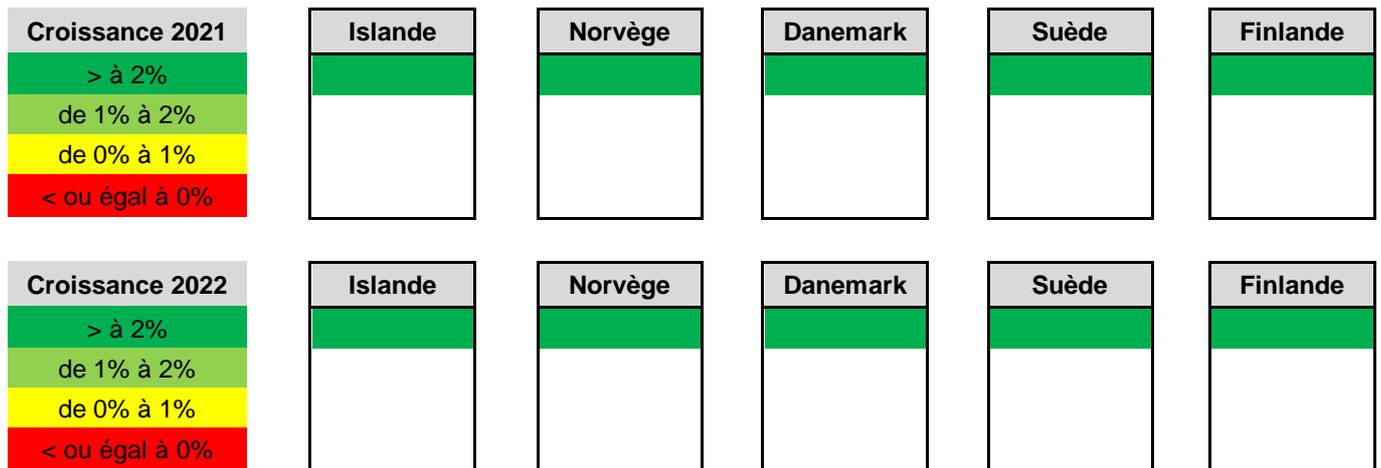
Enquête sur Swedavia après qu'une entreprise chinoise a remporté un appel

d'offres à l'aéroport d'Arlanda. Selon la presse locale, l'Agence nationale des transports (*Trafikverket*) mène une enquête sur la régularité du processus de passation et de l'attribution du contrat de Swedavia à Nuctech, une entreprise basée à Pékin et qui entretiendrait des liens étroits avec l'Etat chinois. Le contrat porte sur la fourniture de matériels de sécurité (machines à rayons X, systèmes de détection d'explosifs, scanners).

SAS annonce une restructuration dans l'objectif de réduire ses coûts de 7,5 Mds SEK (711 M€). Cette annonce du 22 février fait suite à une perte trimestrielle importante – 2,6 Mds SEK (247 M€) sur novembre-janvier – alors que le groupe a été fortement affecté par la pandémie et connaît des difficultés financières depuis plusieurs années. SAS, dont la Suède et le Danemark détiennent chacun une participation d'environ 22%, a bénéficié en 2020 d'un plan de sauvetage de 3 Mds SEK (284 M€).

Selon un communiqué de la société Ericsson, la justice américaine interroge la transparence des informations transmises par la société dans le cadre de l'accord de poursuite différé (*Deferred Prosecution Agreement*) conclu en 2019. Pour mémoire cet accord avait été conclu suite à la mise en cause d'Ericsson pour des affaires de corruption. Par ailleurs, la presse a mis en cause le groupe pour ses activités en Irak entre 2011 et 2019. Si Ericsson reconnaît de « graves violations » aux règles de conformité et d'éthique, le groupe dément tout lien avec des organisations terroristes et notamment ISIS. Le cours des actions d'Ericsson à la Bourse de Stockholm a chuté de 15% par rapport à la semaine précédente, et de près de 32% sur le dernier mois.

Prévisions de croissance pour les pays nordiques



Source : FMI, prévisions d'automne (octobre 2021)

PIB	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Gouvernement	3,9	2,8	2,5	2,0	3,7	3,7	4,9	3,4	3,9	3,1
Banque centrale	3,8	3,1	3,5	2,8	3,9	4,5	4,7	3,8	4,0	3,9
Institut stat./ conjoncture*	3,9	3,6	3,5	3,0	3,6	3,8	4,6	3,9	2,6	4,8
Commission européenne**	4,3	2,7	3,4	2,8	3,1	2,8	3,9	3,5	3,4	4,3
FMI***	3,8	3,0	3,0	3,0	3,0	4,1	4,0	3,4	3,7	4,1
OCDE****	4,7	2,4	3,5	2,9	4,2	4,2	4,3	3,4	5,0	5,2
SEB (11/2021)	3,6	4,1	3,2	3,0	2,7	3,7	4,6	3,9	-	-
Nordea (11/2021)	3,3	2,7	3,5	3,0	3,9	3,9	4,5	3,5	-	-
Danske Bank (11/2021)	4,0	3,0	3,3	3,0	3,8	4,0	3,9	3,5	-	-

Sources :

* Suède : Konjunkturinstitutet (KI) (11/2021), Danemark : Conseil des Sages, Det Økonomist Råd (11/2021), Norvège : SSB (09/2021), Finlande : ETLA (11/2021), Islande : Statica (09/2021)

** Prévisions d'automne (novembre 2021)

*** World Economic Outlook (octobre 2021)

**** Perspectives économiques (décembre 2021)

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration

Autres indicateurs macroéconomiques

Déficit public	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Gouvernement	-0,2	1,0	-5,2	-3,3	-2,9	-	-0,8	-0,1	-9,7	-7,3
Commission européenne *	-0,9	-1,3	-3,8	-2,4	-0,2	1,3	-0,9	0,3	-10,1	-6,5
FMI **	-1,9	0,1	-4,6	-2,6	-5,9	0	-2,6	-0,8	-8,7	-6,4
OCDE ***	-1,5	0,3	-4,0	-2,2	-2,4	-0,6	-1,3	-0,2	-11,6	-7,9

Dette publique	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Gouvernement	37,4	34,1	71,4	72,5	-	-	36,3	32,9	57,5	62,2
Commission européenne *	41,0	38,8	71,2	71,2	43,9	42,8	37,3	34,2	65,6	67,5
FMI **	38,8	38,5	72,2	72,2	42,7	42,4	39,6	39,9	75,8	75,4
OCDE ***	39,8	38,4	77,4	82,4	-	-	36,8	34,1	80,7	86,6

Autres	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Inflation*	1,7	1,9	1,8	1,9	-	-	2,4	1,9	-	-
Consommation privée *	3,4	4,4	3,1	3,8	5,5	4,2	3,7	3,5	2,8	3,8
Chômage (BIT) **	5,4	5,3	7,8	6,8	4,3	4,0	8,9	7,9	7,0	5,0

Sources :

* *Prévisions d'automne* (novembre 2021)

** *World Economic Outlook* (octobre 2021)

*** *Perspectives économiques* (décembre 2021)

Code couleur des mises à jour :

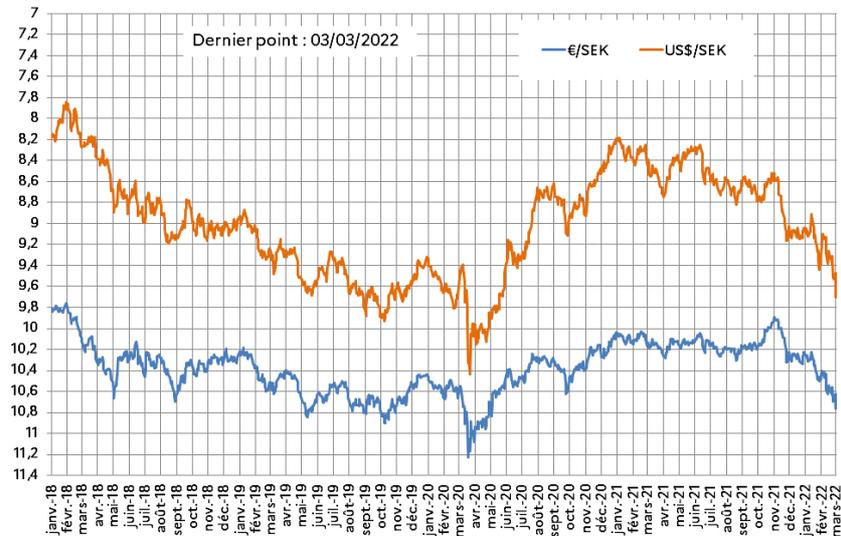
En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

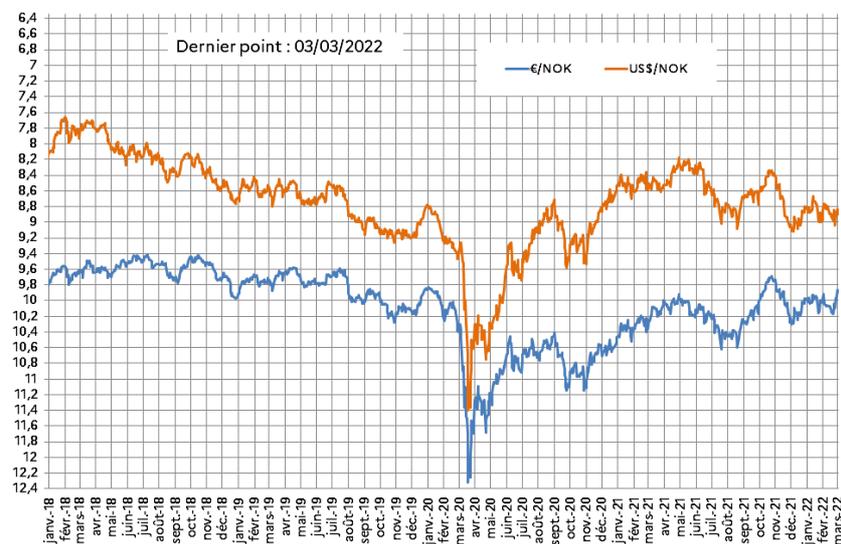
En vert : amélioration

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication :

Rédacteurs :

- Service économique régional de Stockholm (C. Gianella).
- Avec les contributions des Services Economiques de Copenhague (C. Camdessus, L. Yacine, M. Valeur, A. Duny), Helsinki (P. Pouliquen, O. Alapekkala, D. Gueyraud), Oslo (O. Cuny, T. Aubrun), Stockholm (I. d'Armaillé, F. Lemaitre, J. Grosjean, M. Marbot, A. Marsal) et de l'ambassade de France en Islande (C. Henry-Ducos).

Pour s'abonner :

masami.marbot@dgtresor.gouv.fr